

Master droit pénal et sciences criminelles – Parcours pratique du droit pénal des affaires

Enseignements

Sous réserve de vote des instances

Semestre 1

(UE1) Construire une démonstration écrite en droit pénal (14 ECTS)

Matière obligatoire :

Droit pénal spécial (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Une matière au choix parmi :

Droit des régimes matrimoniaux (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Droit du paiement et des instruments de crédit (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Sûretés et publicité foncière (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Droit fiscal général et des affaires (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

(UE2) Produire des savoirs hautement spécialisés (6 ECTS)

Deux matières de l'UE1 non choisies ou 1 matière de l'UE1 et une autre de la liste suivante :

2 des matières de l'UE1 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

1 des matières de l'UE1 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

Procédure pénale approfondie (33h CM – 3 ECTS)

International Commercial Law (33h CM – 3 ECTS)

(UE3) Mobiliser des savoirs spécialisés (6 ECTS)

Deux matières de l'UE2 non choisies ou 1 matière de l'UE2 et une autre de la liste suivante :

2 des matières de l'UE2 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

1 des matières de l'UE2 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

Droit de la consommation (33h CM – 3 ECTS)

Droit de la concurrence (33h CM – 3 ECTS)

Nationalité des étrangers (33h CM – 3 ECTS)

Procédure civile d'exécution (33h CM – 3 ECTS)

Droit d'auteur (33h CM – 3 ECTS)

(UE4) S'exprimer juridiquement dans une langue étrangère (4 ECTS)

Langue vivante (33h TD – 4 ECTS)

Stage facultatif

Semestre 2

(UE1) Construire une démonstration écrite en droit pénal (14 ECTS)

Matière obligatoire :

Droit pénal des affaires (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Une matière au choix parmi :

Droit du système et des contrats bancaires (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Droit des entreprises en difficulté (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Droit des successions (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

Contentieux fiscal (33h CM + 15h TD – 7 ECTS)

(UE2) Produire des savoirs hautement spécialisés (6 ECTS)

Deux matières de l'UE1 non choisies ou 1 matière de l'UE1 et une autre de la liste suivante :

2 des matières de l'UE1 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

1 des matières de l'UE1 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

Droit pénal international (33h CM – 3 ECTS)

Droit des marchés financiers (33h CM – 3 ECTS)

(UE3) Mobiliser des savoirs spécialisés (6 ECTS)

Deux matières de l'UE2 non choisies ou 1 matière de l'UE2 et une autre de la liste suivante :

2 des matières de l'UE2 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

1 des matières de l'UE2 non encore choisies (33h CM – 3 ECTS)

Criminologie (33h CM – 3 ECTS)

Droit des libéralités (33h CM – 3 ECTS)

Introduction au droit du numérique (33h CM – 3 ECTS)

Droit de l'environnement (33h CM – 3 ECTS)

Grands systèmes de droit contemporain (33h CM – 3 ECTS)

Droit des transports (33h CM – 3 ECTS)

Droit des personnes vulnérables (33h CM – 3 ECTS)

(UE4) S'exprimer juridiquement dans une langue étrangère (4 ECTS)

Langue vivante (33h TD – 4 ECTS)

Stage facultatif

Semestre 3

(UE1) Dispenser un conseil juridique en droit pénal (12 ECTS)

Principes généraux du droit pénal appliqués aux affaires (30h – 6 ECTS)
Droit pénal spécial appliqué aux affaires (30h – 6 ECTS)

(UE2) Mobiliser des savoirs hautement spécialisés (6 ECTS)

Procédure pénale appliquée aux affaires (20h – 3 ECTS)
Droit pénal numérique (20h – 3 ECTS)

(UE3) Mobiliser des savoirs spécialisés transversaux (9 ECTS)

Droit pénal du travail (20h – 3 ECTS)
Droit pénal fiscal et douanier (20h – 3 ECTS)
Droit pénal des activités publiques (20h – 3 ECTS)

(UE4) Approfondir l'expression juridique dans une langue étrangère (3 ECTS)

Anglais juridique et des affaires (20h – 3 ECTS)

Semestre 4

(UE1) Dispenser un conseil juridique en droit pénal (8 ECTS)

Problématiques, enjeux et stratégies du droit pénal des affaires (22h – 4 ECTS)

Droit pénal bancaire et compliance (22h – 4 ECTS)

(UE2) Mobiliser des savoirs hautement spécialisés (6 ECTS)

Droit répressif financier (20h – 3 ECTS)

Comptabilité et fiscalité des affaires (20h – 3 ECTS)

(UE3) Mobiliser des savoirs spécialisés transversaux (4 ECTS)

Droit répressif de la concurrence et de la consommation (16h – 2 ECTS)

Compliance et vie des entreprises (16h – 2 ECTS)

(UE4/Stage) Mise en situation professionnelle (12 ECTS)

Stage et étude de cas (20h – 12 ECTS)